

Entretien avec Dingamadji Madjior Solness : Expert du MDRP en Désarmement, Démobilisation et Réinsertion au Burundi

A&N No. 16 – 10 août, 2006



Dingamadji Madjior Solness
Expert du MDRP en Désarmement
Démobilisation et Réinsertion au Burundi

Pourriez-vous me décrire le rôle du Programme multi-pays de démobilisation et réintégration (MDRP) et de la Commission Nationale pour la Démobilisation, la Réinsertion et la Réintégration (CNDRR)?

Le MDRP appuie les gouvernements dans la formulation de leur politique de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR), accompagne la mise en œuvre des programmes nationaux et des projets spéciaux à travers des missions de supervision, encourage les échanges entre les différents pays, et facilite les échanges entre les gouvernements et les partenaires du MDRP.

A leur tour, les commissions nationales doivent assurer la mise en œuvre des programmes nationaux avec les partenaires d'exécution, gérer les fonds alloués au programme et assurer un suivi régulier. Elles assurent également les échanges d'information avec les divers partenaires du MDRP et les programmes locaux.

Et votre rôle?

Mon rôle dans le MDRP a deux niveaux. En tant que Représentant du MDRP au Burundi et donc point focal pour les partenaires, mon rôle consiste à appuyer techniquement la CNDRR et le Gouvernement, à assurer la coordination des partenaires du MDRP en matière de suivi et d'échanges, et finalement à participer à la coordination internationale en matière d'activités liées au DDR. Comme membre du MDRP staff, mon rôle consiste aussi à contribuer très activement à l'animation du programme et à son rayonnement en tant que programme model pour l'Afrique, à mettre à la disposition du MDRP mes compétences techniques et mon expérience en matière de DDR et de SSR, et à apprendre et partager mes acquis avec les autres.

Quelle est l'importance du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration ?

Le DDR est un excellent outil de gestion des conflits pour les pays en proie à des guerres, internes ou externes, vue la dimension sécuritaire des activités de DDR, et la dimension socio-économique des efforts liés à la réintégration. Néanmoins, il est important de signaler que à lui seul ce processus ne peut pas

Actualités et à noter

résoudre pleinement les problèmes liés aux questions post-conflits, tant les défis sont nombreux et interconnectés avec les réformes sécuritaires et la lutte contre la pauvreté. Le DDR est une condition nécessaire au rétablissement de la paix et de la sécurité, elles-mêmes conditions *sine qua none* pour une croissance durable.

Dans le contexte spécifique du Burundi et de la sous-région, la démobilisation et la réintégration sont tout d'abord des initiatives en faveur de la paix et de la stabilité. Ces initiatives sont complémentaires aux efforts régionaux et à ceux de la communauté internationale. En général, le programme est important car son impact sur la lutte contre la pauvreté, et sur la consolidation de la paix et la restauration de la confiance entre la population et le gouvernement contribuent à libérer les ressources nationales pour des investissements dans le secteur socioéconomique, attire des capitaux étrangers et renforce les capacités disponibles pour le développement communautaire.

Comment et pourquoi le Burundi a-t-il commencé son programme de DDR?

Le background du programme D&R Burundais remonte à l'année 2000 et au processus de négociation engagé entre les différents protagonistes du conflit Burundais qui a débuté en 1998 et qui a débouché sur la signature des différents accords de paix et de cessez-le-feu, notamment l' Accord de paix d'Arusha en Tanzanie en 2000, les accords de cessez-le-feu avec la plus part des Partis et Mouvements Politiques Armés (PMPAs) en octobre 2003, et enfin avec le CNDD- FDD (Conseil national pour la défense de la démocratie-Forces pour la défense de la démocratie) en novembre 2003. A cette époque, le dernier mouvement en rébellion, le FNL-PALIPHEUTU (Forces nationales de libération-Parti pour la libération du peuple Hutu) d'Agathon Rwasa, était en marge des pourparlers pour la paix. Ce mouvement vient de signer un Accord de cessez-le-feu avec le gouvernement démocratiquement élu.

Ces différents accords avaient pour ultime but de mettre fin à un conflit interne généralisé qui a embrasé le pays depuis octobre 1972. Ils exigeaient, parmi d'autres conditions, la constitution d'une nouvelle armée nationale – les Forces de Défense Nationales – et une nouvelle force de police. Aussi exigé : la démobilisation de ceux qui étaient non éligibles dans les nouvelles forces, et le désarmement et la démobilisation des Gardiens de la Paix. Ainsi, en août 2003, le Gouvernement a mis en place la CNDRR qui est chargée de la mise en œuvre du Programme Burundais de DDR. Le programme a été officiellement lancé le 2 décembre 2004.

Comment avez-vous commencé votre carrière dans le domaine du DDR ?

En 1991, après la première rébellion dirigée par le Président actuel du Tchad, Idriss DEBY ITNO. En ce temps, j'étais chef d'Etat major de l'Armée de terre, puis chef d'Etat major général adjoint de l'Armée Nationale Tchadienne (ANT), et le gouvernement venait de me confier la présidence de la commission nationale chargée de la réforme de la nouvelle Armée Nationale. Après ce travail, on m'a confié la formulation du deuxième programme national de DDR. Le programme a débuté sa mise en œuvre en 1996 à travers le Comité national de DDR dont j'étais le directeur chargé des opérations, puis le coordinateur. En juin 2004, j'ai reçu mon poste actuel comme représentant du MDRP au Burundi. J'ai également fait des missions de consultance en matière de DDR pour la Banque mondiale, et travaillé comme facilitateur /formateur.

A quoi ressemble un jour normal à votre travail?

J'assiste souvent à des réunions avec le Secrétariat Exécutif et les partenaires du MDRP, à des réunions et autres séminaires relatifs au DDR, et à des réunions d'évaluation de progrès avec l'équipe de gestion du Secrétariat Exécutif. Ces réunions sont extrêmement nécessaires pour entretenir un niveau de collaboration et de coopération satisfaisant pour assurer le bon déroulement du programme. J'effectue aussi quelquefois des visites de terrain pour

Actualités et à noter

m'enquérir du bon déroulement des activités, et j'assiste également aux missions de supervision et d'évaluation du programme.

Quel est l'aspect de votre travail que vous trouvez le plus satisfaisant?

Ce que je trouve le plus satisfaisant dans mon travail, tant au niveau local qu'au niveau du MDRP, est la possibilité d'interaction et de collaboration avec les partenaires du projet. J'ai aussi l'occasion d'apprendre des autres et d'accumuler des expériences de terrain en vue de contribuer d'avantage au processus de paix et au développement socio-économique. J'ai un désir croissant et permanent d'appuyer et d'être au service de la paix et du développement d'une part, et d'autre part d'être utile au pays dont je partage le destin en faisant ce travail.

Quels sont les plus grands défis dans votre travail, dans celui du MDRP et celui des commissions?

Les défis sont certes nombreux à relever, mais ils sont spécifiques à chaque acteur. Pour la commission, il s'agit de réaliser l'objectif global du PNDRR qui consiste à participer au retour et à la consolidation de la paix au Burundi, et à la lutte contre la pauvreté au Burundi à travers la démobilisation et la réintégration et la mise en place des nouvelles forces de défense et de sécurité chargées de garantir la sécurité du pays, des personnes et des biens.

Le MDRP doit continuer à aider les programmes nationaux et les programmes spéciaux. Au niveau global, le MDRP doit poursuivre un travail élargi d'analyse, de recherche et d'échange d'expériences.

Mon défi personnel est de réussir techniquement à accompagner le programme et la commission vers un succès total et à contribuer au succès du MDRP et de ses partenaires.



Le MDRP et les commissions ont-ils fait des progrès?

Oui, sans aucun doute, la commission et le MDRP ont fait des progrès dans plusieurs domaines au Burundi. Le processus de démobilisation s'est par exemple déroulé sans problème majeur pour atteindre à ce jour un effectif total de plus de 20.000 combattants démobilisés, enfants et adultes, sur les 55.000 candidats potentiels prévus. On a réussi aussi à verser d'une manière régulière des indemnités transitoires de subsistance (ITS) aux démobilisés. Une bonne partie des combattants associés aux forces armées ont été désarmés et démobilisés après un début tumultueux. Cependant, ces progrès louables ont été quelque peu perturbés par le lancement retardé des opérations de réintégration dans la vie civile.

Qu'espérez-vous pour le futur du Burundi et de la région ?

Ce que j'espère pour le Burundi et son programme dans le futur se résume en ces termes simples : d'abord le recouvrement total et définitif de la paix et l'instauration d'un climat de sécurité. Je souhaite également la création d'une véritable démocratie bâtie sur une véritable réconciliation de cœur entre les fils et les filles du Burundi sans laquelle aucun développement n'est envisageable dans le futur. En dernier lieu, je souhaite au Burundi la véritable réussite du programme de réintégration en vue de contribuer efficacement à la lutte contre la pauvreté, et à la paix dans ce pays meurtri par plus de 12 ans de guerre fratricide.

For more information on MDRP, please visit www.mdrp.org or contact Bruno Donat, Communications Officer, MDRP Secretariat, World Bank at info@mdrp.org.